

Les Ukrainiens comptent sur nous

La guerre en Ukraine s'installe dans la durée et la mobilisation en faveur du peuple ukrainien ne doit pas faiblir. Les bombardements, les exactions, les crimes de guerre se poursuivent dans une relative indifférence.

Et pourtant, c'est bien l'avenir de la démocratie en Europe et dans le monde qui se joue sur la ligne de front, où les Ukrainiens défendent leur pays contre une invasion.

C'est la raison pour laquelle les député.e.s socialistes ont déposé une résolution **« affirmant le soutien de l'Assemblée nationale à l'Ukraine pour le recouvrement de sa pleine souveraineté dans ses frontières internationalement reconnues, invitant au renforcement des sanctions à l'égard de la Fédération de Russie et à l'investigation de tous les crimes commis par les forces d'occupation russes et appelant au rapatriement de toutes les populations ukrainiennes déportées de force en Russie »**.

L'agression de l'Ukraine par l'armée russe n'a pas été décidée sur un coup de tête. Voilà dix ans que la fédération de Russie occupe une partie de l'Ukraine et tente de déstabiliser son régime. Avant même le 24 février 2022, le conflit larvé entre les deux pays avait déjà fait 16 000 victimes ukrainiennes. Aujourd'hui, 6,6 millions d'Ukrainiens sont réfugiés en Europe et 7,1 millions sont déplacés en Ukraine.

Les preuves de crimes de guerre, d'exécutions, de viols ou d'actes de barbarie se multiplient à mesure que l'armée ukrainienne reprend des territoires occupés par l'armée russe ou par des groupes paramilitaires.



C'est la démocratie qui est attaquée

« L'idée même de civilisation européenne est en jeu en Ukraine, attaquée parce que libre et démocratique », rappellent les député.e.s socialistes. **« Derrière l'Ukraine, ce sont les principes fondateurs de l'Europe et de l'Union européenne, elle-même, qui sont attaqués. Et comme la guerre de la Russie contre l'Ukraine avait commencé avant le 24 février, l'entreprise de déstabilisation de l'Union européenne remonte à loin également. »**

L'Ukraine est l'avant-garde des pays qui assurent, aujourd'hui, la sécurité européenne. C'est pour cette raison que nous devons lui donner la perspective de rejoindre l'UE. L'aide militaire et financière doit être renforcée car, jusqu'à présent, ce sont surtout les États-Unis qui fournissent des armes et des munitions.

Ils doivent aussi rester unis sur les buts de guerre et défendre une ligne très claire de respect de la souveraineté nationale de l'Ukraine et le retour aux frontières internationales de 1991. **« Les référendums Potemkine n'y changeront rien. Le Donbass, c'est l'Ukraine. La Crimée, c'est l'Ukraine »,** rappellent avec force les député.e.s socialistes. Il n'y a donc pas d'autre option que le retrait immédiat et sans condition de toutes les troupes russes de l'Ukraine à l'intérieur des frontières reconnues au niveau international.



Impartialité en danger

La suppression de la redevance audiovisuelle est une faute. La nomination de la présidente du groupe macroniste à l'Assemblée au conseil d'administration de France Télévisions est une provocation.

Le message a au moins le mérite d'être clair : c'est l'indépendance de l'audiovisuel public qui est visée. *« Le loup est dans la bergerie et la volonté de reprise en main politique est claire et nette »,* a résumé l'intersyndicale de l'audiovisuel public.

Le changement de mode de financement va se traduire par une pression politique sur les dirigeants de Radio France et de France Télévisions dont le budget sera, chaque année, voté par le Parlement.

Alors qu'on constate chaque jour l'importance d'une information impartiale, le pouvoir ne laisse aux chaînes publiques que deux options : plaire à la majorité ou voir leurs budgets baisser.

Pour une sobriété solidaire

On voit assez bien à quoi ressemble la «sobriété» imposée par les Libéraux, qui s'apparente à de l'austérité pour les plus modestes, tandis que les plus riches continuent à dépenser sans compter.



La contribution des député.e.s socialistes

Pour le gouvernement, les efforts sont imposés par les effets de la guerre en Ukraine. Sous-entendu, une fois la paix revenue, ils ne seront plus nécessaires.

Pourtant, une autre voie est possible. Les députés Socialistes et apparentés, ont voulu le démontrer au travers d'une contribution intitulée : «*Pour une sobriété solidaire*», qui explique la philosophie de leur projet et avance un certain nombre de propositions très concrètes dans des domaines comme l'énergie, les mobilités, la santé au travail ou l'agriculture et l'alimentation.

La sobriété ne peut se résumer ni à notre consommation directe de gaz

et d'électricité, ni à des petits gestes individuels (limitation de la climatisation ou du chauffage, arrêt de la wifi...), limités dans le temps, demandés actuellement aux Françaises et aux Français.

La «sobriété solidaire» que proposent les députés socialistes se définit par deux lignes directrices.

Premièrement, la justice sociale : la moitié la moins aisée de nos concitoyens émet cinq fois moins de CO² par an et par personne que les 10% des plus hauts revenus.

«La sobriété doit aller de pair avec la justice sociale.»

Face à la crise énergétique et écologique, il n'y a pas de solution sans remise en cause des privilèges de certains, alors que tant d'entre nous subissent déjà au quotidien une forme de «sobriété sous contrainte».

C'est pour cette raison que les socialistes continuent à proposer un ISF Climat et Biodiversité, qui serait un nouvel impôt de solidarité sur la fortune permettant d'investir dans la transition écologique, et une taxe sur les superprofits réalisés par certaines multinationales dans un contexte d'inflation élevée et de pénuries.

Deuxième principe : l'amélioration de notre pouvoir de vivre. La sobriété

solidaire est un projet ambitieux dont la finalité reste toujours l'amélioration des conditions de vie et de travail des citoyens par le progrès social, environnemental et technologique. Le quantitatif n'est pas toujours synonyme de qualitatif et il est possible de vivre mieux avec moins.

Pour améliorer la qualité de vie des personnes qui vivent dans des logements considérés comme des passoires thermiques, les députés proposent, par exemple, de massifier les rénovations performantes et globales des logements à travers la mise en place d'un «zéro reste à charge» pour les ménages.



La jeunesse ne veut plus attendre

À l'image de ce qu'ont fait les Allemands, ils proposent également d'expérimenter un abonnement «mobilité climat», à 9 euros par mois, pour les transports collectifs du quotidien et de garantir pour les personnes à revenus modestes un reste à charge limité à 10%, en cas d'achat de véhicule peu émetteur.

Quelques propositions pour une sobriété solidaire



Massifier les rénovations performantes et globales des logements à travers la mise en place d'un «zéro reste à charge» pour les ménages.



Expérimenter un abonnement «mobilité climat» à 9€ par mois pour les transports collectifs du quotidien.



Créer un fonds d'urgence pour la restauration collective, permettant de financer la transition vers des produits alimentaires locaux et de qualité.



Créer une tarification sociale pour les besoins essentiels (énergie, eau) indispensables à une vie digne et instaurer au-delà une tarification progressive pénalisant les gaspillages.

Soigner plutôt que punir

Et si on considérait les toxicomanes pour ce qu'ils sont, c'est-à-dire des victimes d'addictions qui méritent d'être accompagnés et soignés? Et si on en parlait calmement, en s'appuyant sur le témoignage de quelqu'un qui est quotidiennement au contact des toxicomanes? C'est ce qu'ont fait les adhérents de la section de Lambé-Bellevue-Europe, à Brest, en invitant Margaux Héliès à expliquer sa mission au CAARUD (Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des risques pour Usagers de Drogues) de manière à mieux comprendre les enjeux de l'accompagnement des toxicomanes.

En France, on estime le nombre de personnes consommant des drogues à 47 millions pour l'alcool, 37 millions pour le tabac, 18 millions pour le cannabis, 2,1 millions pour la cocaïne, 1,9 million pour l'ecstasy et 700 000 pour l'héroïne.

Dans le Finistère, le CAARUD assure des permanences à Brest, Quimper, Morlaix, Carhaix et Douarnenez. Sa mission consiste à accompagner les toxicomanes, « sans les juger », précise Margaux Héliès. Cette précision

est d'autant plus importante que la stigmatisation des consommateurs peut les pousser à se cacher, à utiliser du matériel contaminé et donc à se mettre en danger.

«C'est pourquoi la question de la dépénalisation de l'usage doit être clairement posée», estime Margaux Héliès, qui invite le PS à s'emparer de ce débat.

Compte tenu de l'ampleur des phénomènes d'addictions, quasiment chaque famille est concernée par ce sujet, qui ne peut être traité en quelques heures. En effet, les enjeux sont à la fois sanitaires et judiciaires, mais aussi politiques, géostratégiques et même philosophiques. La répression a montré ses limites. Mais faut-il pour autant abandonner la lutte contre les trafiquants? Ne faudrait-il pas, enfin, accentuer la prévention? Autant de questions auxquelles les socialistes doivent apporter des réponses, dans le calme, et loin des passions qui prévalent dès qu'on aborde ces questions.



Il faut arrêter de stigmatiser les toxicomanes

Cette consommation provoque des comportements qu'on peut résumer autour des cinq C. Ils sont compulsifs, « Craving » (l'envie est irrésistible) ils génèrent des pertes de contrôle, ils ont des conséquences, sanitaires et sociales et ils sont continus dans le temps.

Brest métropole fait sa COP

Pendant deux semaines, du 7 au 20 novembre, Brest métropole tiendra sa COP (Conference Of Parties).

Les COP peuvent être organisées à l'échelle du monde, d'un continent, d'un pays ou d'une métropole. Le principe étant toujours le même : permettre à l'ensemble des actrices et acteurs d'un territoire d'échanger et de prendre, en commun, des décisions qui les engagent.

La liste « Brest au cœur », menée par François Cuillandre, s'était engagée à en organiser une à l'échelle de la métropole. « Elle se déroulera entre les 7 et 20 novembre », a annoncé Glenn Dissaux, vice-président de Brest métropole chargé du Plan climat air énergie territorial.

En matière d'atténuation du changement climatique, la programmation s'adresse à l'ensemble des secteurs émetteurs de gaz à effet de

serre sur un territoire, traités dans le Plan Climat : transport et mobilité, bâtiment et habitat, industrie, agriculture, déchets, production d'énergie. Elle interroge également nos choix de consommation, en abordant le sujet de l'alimentation ou du numérique, et pose ainsi la question de l'empreinte carbone.

La programmation offre également une large place à l'adaptation au changement climatique, ses modalités et à sa perception par les habitants, ainsi qu'aux interactions entre océan et climat. Elle se concrétisera sous la forme de conférences, de

tables-rondes, d'ateliers, de projections de films et de documentaires, de visites et d'expositions, dans les communes et les quartiers de la métropole.

Le premier événement se déroulera dès le lundi 7 novembre, à 19h00, sous la forme d'une première table-ronde intitulée « De la COP27 à la COP Brest métropole ». En effet, au même moment s'ouvrira au Caire, la COP27, organisée par les Nations Unies. Cette table-ronde, donnera donc l'occasion à des experts internationaux de présenter les enjeux de la mobilisation pour le climat, de l'échelle mondiale mais aussi à l'échelle des territoires. À travers l'exemple de la COP Brest métropole, cette table-ronde sera aussi l'occasion de découvrir comment les villes s'emparent de ce sujet, quels sont les objectifs et le programme de ces deux semaines.



**COP BREST
MÉTROPOLE
LE TEMPS EST À L'ACTION**

Deux semaines de débats et d'échanges

Plus d'informations sur www.Brest.fr

Agenda

27, 28 et 29 janvier 2023
Congrès national du PS
à Marseille.

Retrouvez-nous sur
 Facebook
PS.Finistere
 et Twitter
@fede_PS29

Un parti toujours pas comme les autres

Pour la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, on n'a pas le droit de qualifier le RN de xénophobe. C'est en tous cas le message qu'elle a fait passer en faisant un rappel au règlement à Astrid Panosyan-Bouve, parce qu'elle avait utilisé cet adjectif pour qualifier le RN.

En épluchant les réponses de la vague 2022 (10^e édition) des « fractures françaises » on est tout de même obligé de se rendre à l'évidence : les sympathisants du RN ont des tendances xénophobes.

« Depuis 2012, nous suivons un panel d'environ 12 000 personnes que nous interrogeons régulièrement », avait expliqué le directeur général de la Fondation Jean-Jaurès, Gilles Finchelstein, à l'Université de rentrée de la Fédération à Moulin-Mer. Avec IPSOS, Sofra-Steriria et le CEVIPOF, la Fondation Jean-Jaurès pose, depuis plusieurs années, les mêmes questions ce qui leur permet de mesurer les évolutions de l'opinion sur la durée.

« Une véritable obsession de l'immigration. »

Que disent les sympathisants du RN lorsqu'on les interroge explicitement sur l'acceptation des étrangers, ce qui est tout de même le sens premier du mot « xénophobe » (Hostile par principe aux étrangers, à ce qui vient de l'étranger).

À la question « De laquelle de ces deux affirmations vous sentez-vous le plus proche ? » 95 % des sympathisants du RN choisissent « Il y a trop d'étrangers en France », pour une moyenne nationale de 66 %. Le taux atteint même les 98 % pour les sympathisants d'Éric Zemmour.

78 % des sympathisants du RN considèrent également que « pour réduire le nombre de chômeurs, il faut réduire le nombre d'immigrés ». La moyenne nationale pour cette assertion se situe à 43 %.

Le caractère islamophobe des sympathisants RN apparaît très clairement dès qu'il leur est demandé d'indiquer s'ils considèrent que les religions sont compatibles avec les valeurs de la société française. Pour le catholicisme, ils ne se distinguent pas beaucoup de la moyenne nationale en le considérant compatible pour 94 %, contre

91 % en moyenne. Idem pour le judaïsme (80 % contre une moyenne de 82 %).

En revanche, alors que 40 % des Français trouvent que la religion musulmane est compatible avec les valeurs de la société française, ce taux n'est que de 17 % pour les sympathisants du RN et même 8 % pour ceux d'Éric Zemmour.

Tout à fait logiquement, 87 % des sympathisants du RN considèrent que les immigrés ne font pas d'effort pour s'intégrer.

Mais les sympathisants du RN se distinguent par bien d'autres aspects et, notamment, leur pessimisme et le peu de confiance qu'ils accordent à la France.

46 % des Français se déclarent d'accord avec la phrase « quand je pense à la France, dans les années qui viennent, je me dis que son avenir est plein d'opportunités et de nouvelles possibilités ». Mais au RN ils ne sont que 25 %.

Lorsqu'on leur demande de hiérarchiser les enjeux du pays, les Français citent en priorité le pouvoir d'achat (54 %), la protection de l'environnement (34 %) et l'avenir du système social (26 %). Le niveau de la délinquance et le niveau de l'immigration n'arrivent qu'en quatrième et cinquième positions, à 18 % chacun.

Les priorités des sympathisants du RN sont bien différentes puisqu'ils placent en tête le pouvoir d'achat (59 %), mais tout de suite après le niveau de l'immigration (43 %), puis le niveau de la délinquance (29 %).

Le sens des priorités est encore plus déconnecté de la moyenne française pour les sympathisants d'Éric Zemmour qui placent le niveau de l'immigration très largement en tête (74 %), suivi du niveau de la délinquance (48 %) et le pouvoir d'achat n'arrive qu'en troisième position à (32 %). 89 % des Français estiment que la société est violente. Mais au RN, ce taux atteint 97 %.

Donc, non seulement les électrices et les électeurs de Marine Le Pen et d'Éric Zemmour sont xénophobes et assez explicitement anti-Musulmans, mais en plus, ils ne croient pas en leur pays et ne cesse de le dénigrer ce qui, pour des personnes qui se définissent comme « patriotes », est tout de même paradoxal.

En savoir plus :

<https://www.jean-jaures.org>

Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1409 - Vendredi 21 octobre 2022
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication :
Yves FORMENTIN-MORY
Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST
Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année
Adhérents : 25 euros
Non adhérents : 35 euros

Chèque à l'ordre de :
ADFFFP

